



**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
2020**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2020

SOMMAIRE

I.	Rapport semestriel d'activité	3
II.	Comptes sociaux (Normes françaises)	9
III.	États financiers intermédiaires résumés non audités (Normes IFRS)	31
IV.	Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle	48
V.	Attestation des responsables	52



**Rapport semestriel d'activité
pour le semestre clos le 30 juin 2020**



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2020

Aperçu d'EURO

EURO Ressources S.A. ("EURO" ou la "Société") est une société française dont l'actif principal est la redevance versée par IAMGOLD Corporation ("IAMGOLD") portant sur la production aurifère de la mine d'or Rosebel au Suriname (la "Redevance Rosebel"). La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % et exploitée par IAMGOLD. EURO reçoit des paiements trimestriels versés par IAMGOLD au titre de cette redevance. La Société détient également un droit de redevance sur les concessions Paul Isnard, et des titres négociables.

EURO a environ 62,5 millions d'actions en circulation. Au 30 juin 2020, IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO. Au 30 juin 2020, IAMGOLD France détenait 56.058.191 actions représentant 112.116.382 droits de vote, soit environ 94,25 % des droits de vote d'EURO. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

Sociétés contrôlées

Au 30 juin 2020, EURO au capital de 624.912,81 €, ne contrôle aucune société. Conformément à la réglementation française, seuls les comptes sociaux de la Société seront soumis au vote des actionnaires.

Cependant, compte tenu de la réglementation canadienne, la Société ayant été cotée à la Bourse de Toronto au Canada jusqu'au 17 juillet 2009 et ayant encore un certain nombre d'actionnaires canadiens, elle doit à ce titre pour les besoins canadiens continuer à publier au Canada des comptes conformément aux normes internationales d'information financière ("IFRS"). Afin de respecter le principe de l'équivalence d'information prévu dans le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers ("AMF"), la Société a donc établi des états financiers IFRS qui feront partie du rapport financier semestriel, mais qui ne seront pas soumis à l'approbation des actionnaires de la Société.

En 2020, les actions de la Société étaient cotées sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le symbole "EUR".

Évolution des affaires, des résultats et de la situation financière

Le présent rapport semestriel d'activité, arrêté au 6 août 2020, doit être lu conjointement avec, et est relatif, aux comptes sociaux de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2020 et à ses annexes. Les comptes sociaux sont exprimés en euros (€).

(a) Règles comptables

EURO ne contrôlant pas de sociétés au 30 juin 2020 et ne devant pas en conséquence présenter à ses actionnaires des comptes établis selon les IFRS, les comptes sociaux au 30 juin 2020 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général (règlement de l'ANC no 2014-03) approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel le 15 octobre 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

(b) Bilan

Le total des actifs au bilan au 30 juin 2020 s'élevait à 42.756.979 € (46.752.536 € au 31 décembre 2019).

(c) Liquidités et sources de financement

Au 30 juin 2020, le montant des disponibilités s'élevait à 28.694.523 € (31 décembre 2019 : 31.620.338 €). EURO estime que sa capacité d'autofinancement est suffisante pour financer ses besoins opérationnels courants.

(d) Autres titres immobilisés

EURO détient des investissements en titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables.

Au 30 juin 2020, ces titres comprenaient 19.095.345 actions d'Orea Mining Corp. (« Orea ») (auparavant Columbus Gold Corp.) (9,7% des actions en circulation au 30 juin 2020 ; 10,6% au 31 décembre 2019), et 3.819.069 actions d'Allegiant Gold Ltd (« Allegiant ») (6,2% des actions en circulation au 30 juin 2020 ; 6,2% au 31 décembre 2019).

Ces investissements en titres négociables sont comptabilisés initialement à leur valeur vénale qui correspond à la valeur de marché à la date de transaction, s'agissant de titres de sociétés cotées. À chaque date d'arrêté des comptes, après avoir comparé la juste valeur (cours moyen du dernier mois auxquels s'applique le dernier cours de change à la date d'arrêté) et le coût d'entrée, il en résulte des plus-values latentes ou des moins-values latentes. Les moins-values latentes doivent faire l'objet de dépréciations comptabilisées au compte de résultats. Lorsque la juste valeur à la date d'arrêté des comptes est supérieure à la valeur nette comptable mais inférieure au coût (brut) d'entrée, il ne s'agit pas d'une plus-value mais d'une diminution d'une moins-value antérieurement constatée sous forme de dépréciation ; cette diminution doit être constatée sous forme de reprise de dépréciation.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, la Société a constaté une reprise sur dépréciation de valeur des titres de 80.672 € à la suite de la variation des cours des titres d'Orea et Allegiant (dépréciation en 2019 – 364.808 €), comptabilisée dans les produits financiers (charges financières en 2019) à l'état des résultats.

(e) Dépréciation des immobilisations incorporelles

Les valeurs comptables des actifs relatifs aux redevances de la Société sont revues à chaque clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

Mine Rosebel

Aucun indicateur de ce type n'a été identifié pour les actifs incorporels relatifs à la redevance Rosebel au 30 juin 2020.

Projet Paul Isnard

Au cours de l'année 2019, sont intervenus les événements suivants :

- La désignation en janvier de deux garants de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis par la Commission nationale du débat public (CNDP).
- L'annonce le 23 mai par le ministère la Transition écologique et de la Solidarité à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique de l'incompatibilité du projet dans « son état actuel », avec les exigences de protection de l'environnement. Suite à cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a réaffirmé au travers d'un communiqué de presse sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties prenantes.

Les déclarations du gouvernement français concernant la Compagnie Minière Montagne D'Or, à laquelle la redevance Paul Isnard est attachée, ont créé une incertitude quant à la délivrance des différentes autorisations et permis non encore obtenus et nécessaires au développement du projet, et peuvent ainsi potentiellement affecter les capacités opérationnelles et financières du projet.

La non-obtention des permis d'exploitation entraînerait la nécessité de déprécier en totalité la valeur nette comptable des actifs relatifs à la redevance Paul Isnard.

Au 30 juin 2020, la CNDP n'a pas encore remis ses conclusions et les travaux se poursuivent à la fois sur la conception du projet et sur le cadre environnemental qui l'entoure. Selon le communiqué de presse émis par Orea Mining Corp. le 4 juin 2020, les études d'ingénierie pour les améliorations et modifications du projet engagées pour les permis d'exploitation minière devraient être terminées au milieu de l'année.

Dans ces circonstances, la société maintient la même hypothèse que dans le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2019. De l'avis de la Société, il est, à ce stade, prématuré de conclure qu'une dépréciation devrait être comptabilisée sur les actifs relatifs à la redevance Paul Isnard. La société continue donc de présumer que les diverses autorisations et permis seront accordés dans des conditions permettant à la joint-venture de poursuivre ce projet, bien que le calendrier soit quelque peu incertain. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée dans les états financiers au 30 juin 2020.

(f) Capitaux propres

Compte tenu du résultat du semestre clos le 30 juin 2020 qui s'élevait à un bénéfice de 8.538.511 €, les capitaux propres sociaux de la Société s'élevaient au 30 juin 2020 à 42.552.489 €.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 20 mai 2020 a approuvé un dividende d'un montant de 12.498.256 € (0,20 € par action) qui a été payé aux actionnaires de la Société le 11 juin 2020.

(g) Résultats

Les comptes sociaux semestriels d'EURO présentent un bénéfice net de 8.538.511 € pour le semestre clos le 30 juin 2020 contre 8.252.911 € au cours de la même période en 2019.

(h) Comparaison des résultats des semestres clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019

Selon le référentiel comptable français, les autres produits d'exploitation (hors gain de change) se sont établis à 12.455.388 € pour le semestre clos le 30 juin 2020, en hausse par rapport aux 12.387.727 € au cours du semestre clos le 30 juin 2019. Ces produits proviennent de la redevance de la mine Rosebel de 12.455.388 € comparativement à 12.465.036 € au cours du semestre clos le 30 juin 2019. Les produits ont été similaires à ceux de la période précédente, principalement en raison d'un cours moyen de l'or plus élevé de 1.633 dollars américains l'once au cours du premier semestre clos le 30 juin 2020, contre 1.307 dollars américains l'once durant le semestre clos le 30 juin 2019 (3.1 million d'euros) et l'impact de la dépréciation de l'euro (0.3 million d'euros) qui a été partiellement neutralisée par le recul de la production d'or à 107.794 onces au cours du premier semestre de 2020, contre 147.744 onces durant le premier semestre de 2019 (3.4 million d'euros), attribuable à un débit plus faible et à une diminution du minerai extrait par suite de la suspension temporaire des activités de la mine (voir communiqués de presse du 20 et 27 juillet 2020). Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, il n'y a pas eu d'autres redevances versées par des tiers en Guyane française, comparativement à -0,1 million € au cours du premier semestre de 2019, en raison de la reprise d'une créance de redevance précédemment surestimée.

Les charges d'exploitation (hors dotations aux amortissements) se sont élevées à 567.633 € pour le semestre clos le 30 juin 2020 contre 464.013 € pour la même période en 2019. Cette hausse s'explique principalement par des charges administratives plus élevées.

Les dotations aux amortissements sur les actifs intangibles du premier semestre de 2020 se sont élevées à 154.912 € comparativement à 212.325 € pour la même période en 2019. Cette baisse en 2020 est liée à la production d'onces d'or moins élevée de la mine Rosebel.

Les résultats financiers comprennent une différence positive de change sur les comptes bancaires de 41.208 € au cours des six premiers mois de 2020 comparativement à une différence positive de change sur les comptes bancaires de 372.099 € au cours du premier semestre de 2019. Cet écart de change positif en 2020 en baisse par rapport à l'écart positif en 2019 est principalement dû à un affaiblissement de l'euro par rapport au dollar américain en 2020 versus 2019.

La Société a constaté une appréciation pour hausse de valeur des titres de 80.672 € à la suite de la hausse des cours des titres négociables pour le premier semestre de 2020 comparativement à une baisse de valeur de 364.808 € pour la même période en 2019.

Les revenus d'intérêts étaient de 220.905 € pour le semestre clos le 30 juin 2020 comparativement à 406.516 € pour la même période en 2019. Cette diminution est principalement liée à la baisse des taux d'intérêts appliqués sur les soldes bancaires pour le premier semestre de 2020 comparativement à la même période en 2019.

Durant le premier semestre clos le 30 juin 2020, EURO a comptabilisé une charge d'impôt sur les bénéfices de 3.537.207 €, contre un montant 3.874.806 € au premier semestre de 2019. La baisse s'explique principalement par l'incidence d'une baisse du taux d'imposition et des écarts de conversion, partiellement neutralisée par l'incidence fiscale de la variation de la juste valeur des titres négociables.

Transactions entre parties liées

Les transactions intervenues au cours du semestre entre les parties liées au sens de l'article R123-199-1 du Code de commerce qui entrent dans le champ d'application de l'article R 123-198, 11° du même code sont les suivantes :

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020 étaient de 12.455.388 € contre 12.465.036 € pour la même période en 2019. Au 30 juin 2020, 4.890.784 € restaient à recevoir et étaient inclus dans les créances clients (31 décembre 2019 – 5.905.875 €).

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020, la Société a comptabilisé des honoraires de soutien d'un montant total de 35.797 € comparativement à 40.598 € au cours de la même période de 2019. Ces frais sont inclus dans les charges d'exploitation. Le montant à payer s'y rattachant au 30 juin 2020 était de 3.807 € (8.258 € au 31 décembre 2019) et était inclus dans les dettes fournisseurs.

Évolution prévisible de l'activité en 2020

La production de la mine Rosebel devrait s'établir entre 160.000 onces et 180.000 onces en 2020. La fourchette des prévisions de production a été abaissée pour 2020, reflétant l'impact opérationnel de la crise mondiale liée à la COVID-19 et la suspension des opérations le 12 juin 2020.

Il est prévu que la redevance Rosebel apportera à la Société des produits compris entre environ 18,8 millions d'euros et 21,3 millions d'euros (soit entre 21,0 millions de dollars américains et 23,8 millions de dollars américains) en 2020. Ces produits avant impôt sont basés sur un cours de l'or établi à 1.675 dollars américains l'once et sur un taux de change de 1,12 dollar américain pour 1 euro. L'incidence des fluctuations du cours moyen de l'or sur les produits annuels d'EURO, sur la base d'une production estimée de 170.000 onces, se chiffrerait à environ 1,7 millions de dollars américains pour chaque variation de 100 dollars américains l'once. L'incidence d'une fluctuation de 5 % du taux de change moyen sur les produits annuels d'EURO avoisinerait 1,0 million d'euros. Les flux de trésorerie d'EURO devraient être affectés principalement par le versement d'impôts sur le résultat. La Société conserve certaines disponibilités afin de poursuivre des opportunités susceptibles de renforcer l'activité de la Société sur le long terme.

Crise mondiale liée à la COVID-19

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer, impliquant que des restrictions sur la circulation des personnes et des biens, des mesures de distanciation sociale, des restrictions sur les rassemblements, des mises en quarantaine et le traçage des contacts restent en vigueur. La Société suit cette situation de près et prend les mesures nécessaires pour gérer l'impact de la crise liée à la COVID-19 sur tous les aspects de ses activités.

La mine Rosebel au Suriname a été placée en confinement le 22 mars 2020 afin de mieux protéger les employés et les collectivités et de mieux soutenir la continuité des activités. Dans un contexte de flambée des cas de coronavirus au Suriname, plusieurs membres du personnel de Rosebel ont été diagnostiqués positifs à la COVID-19. En conséquence, les employés syndiqués de Rosebel ont déclenché un arrêt de travail le 12 juin 2020, ce qui a obligé Rosebel à suspendre simultanément ses activités. En collaboration avec les autorités sanitaires du Suriname, Rosebel a mis en œuvre toutes les mesures préventives nécessaires. Rosebel a été mise en quarantaine par les autorités sanitaires le 25 juin 2020. La quarantaine a été levée le 15 juillet 2020. L'arrêt du travail a pris fin le 16 juillet 2020, et le rappel des salariés et des sous-traitants a commencé peu après. Le 24 juillet 2020, le redémarrage de l'usine et de la mine a marqué la reprise des activités.

*
* *

Le Conseil d'administration



A Gold Resource
Royalty Company

Comptes sociaux (Normes françaises)
pour la période du
1^{er} janvier au 30 juin 2020

ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2020 au 30/06/2020

EURO RESSOURCES S.A.

23 rue du roule
75001 PARIS

Siret : 39091908200086



GVA EURAUDIT

Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable
et de Commissaires aux Comptes inscrite aux
tableaux
de l'Ordre et de la Compagnie de Paris



Sommaire

1. Comptes annuels	1
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (suite)	5
Annexe	6
<i>Règles et méthodes comptables</i>	7
<i>Faits caractéristiques</i>	11
<i>Notes sur le bilan</i>	12
<i>Tableau de variation des capitaux propres</i>	17
<i>Dépréciation des actifs</i>	18
<i>Identité des sociétés mères consolidant les comptes</i>	19

ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2020 au 30/06/2020

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/06/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	15 340 634	8 724 972	6 615 662	6 770 574
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	5 945 036	3 423 704	2 521 332	2 440 660
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	21 285 670	12 148 676	9 136 994	9 211 234
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 890 784		4 890 784	5 905 875
Autres créances	24 483		24 483	15 088
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	28 694 523		28 694 523	31 620 338
Charges constatées d'avance (3)	10 195		10 195	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	33 619 985		33 619 985	37 541 302
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	54 905 655	12 148 676	42 756 979	46 752 536
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	30/06/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	624 913	624 913
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	158 097	158 097
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	62 496	62 496
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	33 168 472	29 482 825
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 538 511	16 183 903
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	42 552 489	46 512 234
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 807	8 258
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 207	81 900
Dettes fiscales et sociales	36 273	35 795
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75 203	114 349
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	204 490	240 302
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	42 756 979	46 752 536
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	204 490	240 302
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	30/06/2020	30/06/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
Chiffre d'affaires net				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				2 521
Autres produits			12 455 388	12 387 727
Total produits d'exploitation (I)			12 455 388	12 390 248
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			268 864	243 552
Impôts, taxes et versements assimilés			189 555	159 377
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			154 912	212 325
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				16 112
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			109 214	44 972
Total charges d'exploitation (II)			722 545	676 338
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			11 732 843	11 713 910
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			220 995	406 516
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			80 672	
Différences positives de change			41 208	372 099
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			342 875	778 615
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				364 808
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				364 808
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			342 875	413 807
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			12 075 718	12 127 717

Compte de résultat (suite)

	30/06/2020	30/06/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	3 537 207	3 874 806
Total des produits (I+III+V+VII)	12 798 263	13 168 863
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 259 752	4 915 952
BENEFICE OU PERTE	8 538 511	8 252 911
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2020 au 30/06/2020

Annexe

Règles et méthodes comptables

EURO RESSOURCES S.A. (ci-après "EURO" ou la "Société") est cotée sur le marché Euronext Paris sous la référence FR0000054678.

Annexe au bilan avant répartition du semestre clos le 30 juin 2020

Le total du bilan au 30 juin 2020 est de 42.756.979 € et le compte de résultat de la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de 8.538.511 €. Cette situation intermédiaire a une durée de 6 mois, recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes intermédiaires.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés le 6 août 2020 par le Conseil d'administration de la Société.

Règles comptables

Les comptes intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2020 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général (règlement de l'ANC n°2014-03) approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel le 15 octobre 2014. Ce règlement a été modifié, notamment par les règlements suivants :

- Le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 approuvé par arrêté du 4 décembre 2015 relatif à la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels et incorporels postérieurement à leur date d'acquisition, le mali technique de fusion ;
- Le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 approuvé par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les résultats de change sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros (€).

Jugements, estimations et hypothèses comptables déterminants

Lors de la préparation des états financiers, la direction est amenée à formuler des jugements, à faire des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des passifs éventuels publié à la date des états financiers, et sur le montant des produits et des charges publié durant la période considérée. Les estimations et les hypothèses sont constamment évaluées et sont fondées sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les événements futurs anticipés jugés raisonnables au vu des circonstances.

Les hypothèses sur l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière comportent un risque important de donner lieu à un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs durant l'exercice suivant. Les principaux jugements et sources d'incertitude relatives aux estimations susceptibles, selon la Société, d'avoir un impact significatif sur les montants comptabilisés dans ses états financiers concernent principalement l'évaluation des redevances et des provisions.

Les estimations relatives aux réserves et aux ressources minérales sont incertaines et les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations pourraient devoir être révisées en raison des résultats issus des forages, des tests et de la production, ainsi que des variations significatives des cours des métaux et des charges opérationnelles postérieures à la date des estimations. Les estimations des réserves et des ressources minérales ont un impact sur la détermination de la durée d'utilité des redevances, l'évaluation de la charge d'amortissement et l'analyse de la dépréciation.

La détermination de l'existence d'une obligation actuelle à la fin de la période considérée à la lumière de tous les indices disponibles, dont l'opinion d'experts, fait appel au jugement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant une méthode d'amortissement sur une durée d'utilité fonction de ses caractéristiques propres. Les immobilisations incorporelles incluses dans Concessions, brevets et licences, sont composées de :

Règles et méthodes comptables

Droits à redevances Rosebel :

Ces droits correspondent au 30 juin 2020, aux droits à redevances relatifs à la mine Rosebel pour une valeur brute de 11.145.984 € et une valeur nette de 2.421.012 €.

Ces droits sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, déterminés en fonction du niveau de production attendu de la mine et sont amortis en fonction de leur durée d'exploitation réelle.

La redevance Rosebel payée par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD »), qui porte sur la première tranche de 7 millions d'onces d'or produites par la mine, est calculée en fonction de la production d'or de la mine Rosebel et du cours de l'or (« Afternoon London Price »). Au 30 juin 2020, la mine Rosebel avait produit depuis son entrée en production 5,35 millions d'onces d'or, et il restait environ 1,65 millions d'onces d'or à extraire en vertu de ce contrat de redevance. Les réserves prouvées et probables de la mine Rosebel étaient estimées à 3,5 millions d'onces au 31 décembre 2019. Ces réserves n'incluent pas les réserves liées au gisement Saramacca de la mine Rosebel puisqu'elles ne sont pas incluses dans la définition de la propriété selon le contrat de redevance. La redevance est calculée sur la base de 10 % du cours de l'or supérieur à 300 dollars américains par once pour les minerais tendres et transitionnels, et supérieur à 350 dollars américains par once pour les minerais de roche dure et, dans chaque cas, déduction faite d'une redevance fixe de 2 % de la production versée en nature au gouvernement du Suriname.

La dotation aux amortissements de ces droits est égale au produit des quantités extraites de la période par la valeur nette comptable des droits au 1er janvier, divisé par les quantités restantes à extraire à cette même date.

Conformément au plan comptable général, toute modification significative de l'estimation de la réserve globale de la mine entraînera la révision prospective du plan d'amortissement des droits.

Droits à redevances Paul Isnard :

D'une valeur brute et nette de 4.194.650 €, ces droits correspondent, en application de la convention d'option signée avec Orea Mining Corp. (auparavant Columbus Gold Corp.), au droit à redevance sur la production nette d'affinage couvrant les concessions Paul Isnard et une zone d'intérêts entourant les concessions en Guyane Française détenues dans le cadre d'un accord de coentreprise entre Orea Mining Corp. et Nord Gold SE (Compagnie Minière Montagne d'Or).

Cette redevance est de 1,8 % sur la première tranche de 2 millions d'onces d'or, et de 0,9 % sur la tranche suivante de 3 millions d'onces d'or. Cet actif sera amorti à hauteur des quantités extraites de l'année et rapportées à 5 millions d'onces d'or correspondant au plafond des droits à redevance.

Dépréciation des immobilisations incorporelles

Les valeurs comptables des actifs relatifs aux redevances de la Société sont revues à chaque clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de perte de valeur (diminution significative des réserves d'or prouvées et probables, chute du cours de l'or sur le London Bullion Market, dégradation du cours du dollar). Un test de dépréciation est effectué à chaque clôture annuelle, la durée de projection prenant fin quand l'intégralité des onces d'or au titre du contrat de redevance ont été extraites. Le test prend en compte les hypothèses suivantes :

- La comparaison entre les réserves prouvées et probables définies par une personne qualifiée au sens du droit minier Canadien et les quantités restant à extraire au titre du contrat de redevance ;
- Le cours moyen estimé de l'or sur la base de travaux d'établissements financiers multiples ;
- Le cours moyen du dollar américain sur l'exercice ;
- Le taux d'actualisation avec la prise en compte d'une sensibilité allant de 0 à 10%.

Mine Rosebel

Aucun indicateur de ce type n'a été identifié pour les actifs incorporels relatifs à la redevance Rosebel au 30 juin 2020.

Projet Paul Isnard

Au cours de l'année 2019, sont intervenus les événements suivants :

- La désignation en janvier de deux garants de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis par la Commission nationale du débat public (CNDP).
- L'annonce le 23 mai par le ministère la Transition écologique et de la Solidarité à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique de l'incompatibilité du projet dans « son état actuel », avec les exigences de protection de l'environnement. Suite à cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a réaffirmé au travers d'un communiqué de presse sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties prenantes.

Les déclarations du gouvernement français concernant la Compagnie Minière Montagne D'Or, à laquelle la redevance Paul Isnard est attachée, ont créé une incertitude quant à la délivrance des différentes autorisations et permis non encore obtenus et nécessaires au développement du projet, et peuvent ainsi potentiellement affecter les capacités opérationnelles et financières du projet.

La non-obtention des permis d'exploitation entraînerait la nécessité de déprécier en totalité la valeur nette comptable des actifs relatifs à la redevance Paul Isnard.

Au 30 juin 2020, la CNDP n'a pas encore remis ses conclusions et les travaux se poursuivent à la fois sur la conception du projet et sur le cadre environnemental qui l'entoure. Selon le communiqué de presse émis par Orea Mining Corp. le 4 juin 2020, les études d'ingénierie pour les améliorations et modifications du projet engagées pour les permis d'exploitation minière devraient être terminées au milieu de l'année.

Dans ces circonstances, la société maintient la même hypothèse que dans le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2019. De l'avis de la Société, il est, à ce stade, prématuré de conclure qu'une dépréciation devrait être comptabilisée sur les actifs relatifs à la redevance Paul Isnard. La société continue donc de présumer que les diverses autorisations et permis seront accordés dans des conditions permettant à la joint-venture de poursuivre ce projet, bien que le calendrier soit quelque peu incertain. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée dans les états financiers au 30 juin 2020.

Règles et méthodes comptables

Autres titres immobilisés – Titres négociables

EURO détient des investissements en titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables.

Au 30 juin, 2020, ces titres comprenaient 19.095.345 actions de Orea Mining Corp. (« Orea ») (9.7% des actions en circulation au 30 juin 2020 ; 10.6% au 31 décembre 2019), et 3.819.069 actions d'Allegiant Gold Ltd (« Allegiant ») (6,2% des actions en circulation au 30 juin 2020 ; 6,2% au 31 décembre 2019).

Ces investissements en titres négociables sont comptabilisés initialement à leur valeur vénale qui correspond à la valeur de marché à la date de transaction, s'agissant de titres de sociétés cotées. À chaque date d'arrêt des comptes, après avoir comparé la juste valeur (cours moyen du dernier mois auxquels s'applique le dernier cours de change à la date d'arrêt) et le coût d'entrée, il en résulte des plus-values latentes ou des moins-values latentes. Les moins-values latentes doivent faire l'objet de dépréciations comptabilisées au compte de résultats. Lorsque la juste valeur à la date d'arrêt des comptes est supérieure à la valeur nette comptable mais inférieure au coût (brut) d'entrée, il ne s'agit pas d'une plus-value mais d'une diminution d'une moins-value antérieurement constatée sous forme de dépréciation ; cette diminution doit être constatée sous forme de reprise de dépréciation.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, la Société a constaté une reprise sur dépréciation de 80,672 € à la suite de la variation des cours des titres de Orea et Allegiant (dépréciation de 364.808 € au 30 juin 2019).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de fin de période est inférieure à la valeur comptable.

Transactions en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin de période. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultats en différences de change.

Écart de change

Les sociétés industrielles et commerciales doivent appliquer le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017. Ce règlement est d'application obligatoire aussi bien pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés établis en règles françaises (Règlement 99 -02) des entreprises industrielles et commerciales. Les résultats de change sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Environ 1 % de la trésorerie disponible d'EURO était détenue en euros au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : 1 %), le principal compte bancaire étant en dollars américains.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Changement de méthodes

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables au cours de la période.

Règles et méthodes comptables

Transactions entre parties liées

Les transactions intervenues au cours de l'exercice entre les parties liées au sens de l'article R123-199- 1 du Code de commerce qui entrent dans le champ d'application de l'article R 123-198, 11° du même code sont les suivantes :

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020 étaient de 12.455.388 € contre 12.465.036 € pour la même période en 2019.

Au 30 juin 2020, 4.890.784 € restaient à recevoir et étaient inclus dans les créances clients (31 décembre 2019 – 5.905.875 €).

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020, la Société a comptabilisé des honoraires de soutien d'un montant total de 35.797 € comparativement à 40.598 € au cours de la même période de 2019. Ces frais étaient inclus dans les charges d'exploitation. Le montant à payer s'y rattachant au 30 juin 2020 était de 3.807€ (8.258 € au 31 décembre 2019) et était inclus dans les dettes fournisseurs.

Charge d'impôts

Conformément à la recommandation CNC n°99-R-01, la charge d'impôt sur les sociétés a été évaluée en appliquant au résultat actuel avant impôt de la période, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice 2020 soit 28% au 30 juin 2020 (en 2019, le taux d'impôt sur les sociétés applicables au résultat avant impôts était de 28% pour la première tranche de 500.000 € et de 31% pour le reliquat). Une cotisation sociale généralisée de 3.3% s'ajoute au taux d'imposition.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les principaux actifs de la Société sont une redevance sur la mine d'or Rosebel au Suriname (la « redevance Rosebel »), une redevance relative aux concessions Paul Isnard et des titres négociables. La redevance Rosebel est payable par IAMGOLD.

La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») et elle est exploitée par IAMGOLD.

EURO RESSOURCES a environ 62,5 millions d'actions en circulation. IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO RESSOURCES au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, IAMGOLD France détenait 56.058.191 actions représentant 112.116.382 droits de vote, soit 94,25% des droits de vote d'EURO RESSOURCES. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

Distribution de dividendes

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 20 mai 2020 a approuvé un dividende d'un montant de 12.498.256 € (0,20 € par action) qui a été payé aux actionnaires de la Société le 11 juin 2020.

Crise mondiale liée à la COVID-19

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer, impliquant que des restrictions sur la circulation des personnes et des biens, des mesures de distanciation sociale, des restrictions sur les rassemblements, des mises en quarantaine et le traçage des contacts restent en vigueur. La Société suit cette situation de près et prend les mesures nécessaires pour gérer l'impact de la crise liée à la COVID-19 sur tous les aspects de ses activités.

La mine Rosebel au Suriname a été placée en confinement le 22 mars 2020 afin de mieux protéger les employés et les collectivités et de mieux soutenir la continuité des activités. Dans un contexte de flambée des cas de coronavirus au Suriname, plusieurs membres du personnel de Rosebel ont été diagnostiqués positifs à la COVID-19. En conséquence, les employés syndiqués de Rosebel ont déclenché un arrêt de travail le 12 juin 2020, ce qui a obligé Rosebel à suspendre simultanément ses activités. En collaboration avec les autorités sanitaires du Suriname, Rosebel a mis en œuvre toutes les mesures préventives nécessaires. Rosebel a été mise en quarantaine par les autorités sanitaires le 25 juin 2020. La quarantaine a été levée le 15 juillet 2020. L'arrêt du travail a pris fin le 16 juillet 2020, et le rappel des salariés et des sous-traitants a commencé peu après. Le 24 juillet 2020, le redémarrage de l'usine et de la mine a marqué la reprise des activités.

Événement post clôture

La production de redevances Rosebel devrait se situer entre 160 000 onces et 180 000 onces en 2020. La fourchette des prévisions de production a été abaissée pour 2020, reflétant l'impact opérationnel de la crise mondiale liée à la COVID-19 et la suspension des opérations le 12 juin 2020. L'impact de la suspension des opérations de la mine Rosebel sur les états financiers sera évalué par Euro au cours du second semestre de 2020.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 340 634			15 340 634
Immobilisations incorporelles	15 340 634			15 340 634
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	5 945 036			5 945 036
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	5 945 036			5 945 036
ACTIF IMMOBILISE	21 285 670			21 285 670

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 570 060	154 912		8 724 972
Immobilisations incorporelles	8 570 060	154 912		8 724 972
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	8 570 060	154 912		8 724 972

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 925 462 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 890 784	4 890 784	
Autres	24 483	24 483	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	10 195	10 195	
Total	4 925 462	4 925 462	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 624 912,81 Euros décomposé en 62 491 281 titres d'une valeur nominale de 0,01 Euros.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 091 449 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*)	3 807	3 807		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 207	89 207		
Dettes fiscales et sociales	36 273	36 273		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	75 203	75 203		
Produits constatés d'avance				
Total	204 490	204 490		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FRANCE - FNP	59 120
FOURNISSEURS AMERICAIN - FNP	30 000
FORFAIT SOCIAL / JDP	6 183
ETAT TAXES A PAYER	3 611
Total	98 915

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT. D AVANCE	10 195		
Total	10 195		

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2019	Affectation du résultat	Distribution de dividende	Résultat 30/06/2020	Solde au 30/06/2020
Capital social	624 913				624 913
Primes d'émission	123 567				123 567
Bon de souscription	34 530				34 530
Réserve légale	62 496				62 496
Report à nouveau	29 482 825	3 685 647	-12 498 256		33 168 472
Résultat	16 183 903	-3 685 647		8 538 511	8 538 511
TOTAL	46 512 234		- 12 498 256	8 538 511	42 552 489

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	3 504 376		80 672	3 423 704
Stocks				
Créances et valeurs mobilières				
TOTAL	3 504 376		80 672	3 423 704

Au 30 juin 2020, la dépréciation des immobilisations financières concerne :

- Les titres OREA à hauteur de 2.498.660 €
- Les titres ALLEGIANT à hauteur de 925.045 €

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Dénomination sociale	Ayant son siège social à
IAMGOLD CORPORATION	401 Bay Street, Suite 3200, PO Box153 Toronto, Ontario, Canada M5H 2Y4



A Gold Resource
Royalty Company

États financiers intermédiaires
résumés non audités (Normes IFRS)
Deuxième trimestre clos le 30 juin 2020

Sommaire

Bilans	3
Comptes de résultat	4
États du résultat global	5
Tableaux des flux de trésorerie	6
Tableaux de variation des capitaux propres	7
Notes aux états financiers intermédiaires résumés	8 – 17

Bilans
(non audités)
(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants		€ 10 819	€ 10 691
Redevances	4	7 948	8 145
Titres négociables	5	2 871	2 546
Actifs courants		33 620	37 541
Créances clients	6	4 891	5 906
Autres actifs courants		35	15
Trésorerie	7	28 694	31 620
Total des actifs		€ 44 439	€ 48 232
Capitaux propres		€ 43 742	€ 47 563
Capital social	8.1	625	625
Primes d'émission	8.1	84	84
Autres réserves		34 770	30 888
Résultat net de la période		8 263	15 966
Passifs non courants		493	428
Impôts différés		493	428
Passifs courants		204	241
Dettes fournisseurs et passifs courants		127	120
Impôt sur le résultat à payer		77	121
Total des passifs et des capitaux propres		€ 44 439	€ 48 232
Passifs éventuels	15		

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

Comptes de résultat
(non audités)
(en milliers d'euros, sauf pour les montants par action)

	Notes	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
		2020	2019	2020	2019
Produits	11	€ 5,223	€ 6,511	€ 12,455	€ 12,388
Charges opérationnelles	12	(209)	(172)	(328)	(313)
Dotation aux amortissements	4	(77)	(134)	(193)	(258)
Résultat opérationnel		4,937	6,205	11,934	11,817
Produits des placements		56	227	221	406
Profits (pertes) de change		(193)	(16)	(175)	9
Résultat financier net		(137)	211	46	415
Résultat avant impôt sur le résultat		4,800	6,416	11,980	12,232
Charge d'impôt sur le résultat	9	(1,507)	(1,766)	(3,717)	(4,030)
Résultat net		€ 3,293	€ 4,650	€ 8,263	€ 8,202
Résultat par action de base et dilué (€/action)	8.2	€ 0.053	€ 0.074	€ 0.132	€ 0.131

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

États du résultat global
(non audités)
(en milliers d'euros)

	Note	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
		2020	2019	2020	2019
Résultat net		€ 3,293	€ 4,650	€ 8,263	€ 8,202
Autres éléments du résultat global (perte)					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat					
Variation nette latente de la juste valeur de titres négociables, après impôts	5	1,220	(470)	267	(547)
Écarts de conversion		(761)	(508)	147	449
Autres éléments du résultat global (perte)		459	(978)	414	(98)
Total du résultat global		€ 3,752	€ 3,672	€ 8,677	€ 8,104

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

Tableaux des flux de trésorerie
(non audités)
(en milliers d'euros)

	Notes	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
		2020	2019	2020	2019
Activités opérationnelles					
Résultat net		€ 3,293	€ 4,650	€ 8,263	€ 8,202
Élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie :					
Dotation aux amortissements		77	134	193	258
Écart de change		193	16	175	(9)
Charge d'impôt sur le résultat		1,507	1,766	3,717	4,030
Variations des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie	13	2,321	(343)	1,013	534
Trésorerie générée par les activités opérationnelles, avant impôts payés		7,391	6,223	13,361	13,015
Impôts payés		(2,040)	(1,681)	(3,761)	(3,408)
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles		5,351	4,542	9,600	9,607
Activités de financement					
Dividendes versés	8.3	(12,498)	(12,498)	(12,498)	(12,498)
Impact latent des variations de cours de devises sur la trésorerie		(653)	(315)	(28)	322
Diminution de la trésorerie		(7,800)	(8,271)	(2,926)	(2,569)
Trésorerie au début de la période		36,494	31,413	31,620	25,711
Trésorerie à la fin de la période		€ 28,694	€ 23,142	€ 28,694	€ 23,142

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

Tableaux de variation des capitaux propres
(non audités)
(en milliers d'euros)

	Capital social	Primes d'émission	Réserve de juste valeur	Écarts de conversion	Résultats non distribués	Résultat net de la période	Total des capitaux propres
Solde au							
31 décembre 2019	€ 625	€ 84	€ (2,191)	€ 6,585	€ 26,494	€ 15,966	€ 47,563
Affectation du résultat 2019	-	-	-	-	15,966	(15,966)	-
Solde au 31 décembre 2019							
après affectation du							
résultat	625	84	(2,191)	6,585	42,460	-	47,563
Dividendes (note 8.3)	-	-	-	-	(12,498)	-	(12,498)
Total du résultat global	-	-	267	147	-	8,263	8,677
Solde au							
30 juin 2020	€ 625	€ 84	€ (1,924)	€ 6,732	€ 29,962	€ 8,263	€ 43,742

	Capital social	Primes d'émission	Réserve de juste valeur	Écarts de conversion	Résultats non distribués	Résultat net de la période	Total des capitaux propres
Solde au							
31 décembre 2018	€ 625	€ 84	€ (1,562)	€ 5,710	€ 23,269	€ 15,723	€ 43,849
Affectation du résultat 2018	-	-	-	-	15,723	(15,723)	-
Solde au 31 décembre 2018							
après affectation du							
résultat	625	84	(1,562)	5,710	38,992	-	43,849
Dividendes (note 8.3)	-	-	-	-	(12,498)	-	(12,498)
Total du résultat global	-	-	(547)	449	-	8,202	8,104
Solde au							
30 juin 2019	€ 625	€ 84	€ (2,109)	€ 6,159	€ 26,494	€ 8,202	€ 39,455

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

Notes aux états financiers intermédiaires résumés non audités

(Sauf indication contraire, les montants dans les notes sont en euros et ceux dans les tableaux en milliers d'euros.)

1) Informations générales

EURO Ressources S.A. (« EURO », ou la « Société ») est une société anonyme domiciliée en France métropolitaine, dont le siège social est situé à Paris. EURO est une société cotée en France, qui ne prépare pas d'états financiers consolidés.

Au 30 juin 2020, IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD »), détenait approximativement 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO et 94,25 % des droits de vote d'EURO (note 8.1). Les titres d'EURO sont cotés sur le marché NYSE Euronext Paris sous le symbole EUR.

Les principaux actifs de la Société sont une redevance sur la mine d'or Rosebel au Suriname (la « redevance Rosebel »), une redevance relative aux concessions Paul Isnard et des titres négociables. La redevance Rosebel est payable par IAMGOLD. La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % et exploitée par IAMGOLD. La redevance sur la production nette d'affinage couvre la production future des concessions Paul Isnard et une zone d'intérêt les entourant en Guyane française, détenue dans le cadre d'un accord de joint-venture entre Orea Mining Corp. (« Orea »), anciennement Columbus Gold Corp., et Nord Gold SE (« Compagnie Minière Montagne d'Or » ou la « JV »).

2) Principales méthodes comptables et présentation**2.1) Déclaration de conformité**

Les états financiers intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires ») d'EURO pour les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019 et les deuxièmes trimestres clos à ces dates sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'approuvées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») afin de se conformer aux obligations canadiennes. En France, seul le référentiel comptable français est applicable pour l'établissement de comptes individuels de sociétés cotées.

Les états financiers intermédiaires d'EURO au 30 juin 2020 et pour le deuxième trimestre clos à cette date ont été établis conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire, et ne comportent pas toutes les informations requises pour des états financiers annuels. En conséquence, certaines informations normalement incluses dans des états financiers annuels préparés conformément aux IFRS ne figurent pas dans les états financiers intermédiaires, ou ont été résumées. Ces états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, exception faite des titres négociables, qui sont évalués à la juste valeur.

Ces états financiers intermédiaires ont été arrêtés le 6 août 2020 par le Conseil d'administration.

2.2) Principes comptables

Ces états financiers intermédiaires, y compris les données comparatives, ont été établis selon des principes comptables et méthodes de calcul identiques à ceux adoptés pour les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

2.3) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en euros (« € » ou « EUR »).

La monnaie fonctionnelle d'EURO est le dollar américain (« USD »). Elle se détermine en fonction de l'environnement économique dans lequel évolue la Société. Le dollar américain est la devise dans laquelle sont libellées les principales transactions de la Société, comme les redevances et la trésorerie y afférente. Certaines informations supplémentaires sont présentées en dollars américains et en dollars canadiens (CAD) dans ces états financiers.

Les transactions en monnaie étrangère (EUR et CAD) sont converties pour un montant correspondant à leur contre-valeur dans la monnaie fonctionnelle (USD), calculée au cours du jour de la transaction. Les profits/pertes de change découlent de la réévaluation de comptes bancaires et autres comptes du bilan importants libellés en monnaies étrangères, ainsi que de la réévaluation et du paiement des dividendes et de l'impôt sur le résultat. Les profits et pertes de change sont rapportés en résultat. Les profits/pertes de change liés aux passifs d'impôts différés sont inclus dans la charge d'impôt sur le résultat.

Les états financiers en dollars américains sont ensuite convertis en euros comme suit :

- les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture de chacun des bilans ;
- les produits et les charges de chaque transaction significative sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de la transaction concernée ; sinon, le cours moyen de la période est utilisé ;
- lorsqu'un profit ou une perte sur un actif financier à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, l'écart de conversion est également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ;
- les transactions sur capitaux propres sont converties sur la base du cours de change à la date de la transaction.

Les ajustements de change résultant de la conversion des états financiers dans la monnaie de présentation sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global sous la rubrique « écarts de conversion ». Le taux de change utilisé pour présenter les bilans en euros était 1 € pour 1,1237 USD au 30 juin 2020 (1 € pour 1,1227 USD au 31 décembre 2019). Le taux de change moyen pour le premier semestre clos le 30 juin 2020 utilisé pour présenter le compte de résultat, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie était 1 € pour 1,1062 USD (semestre clos le 30 juin 2019 : 1 € pour 1,1311 USD ; trimestres clos le 30 juin 2020 et 2019 respectivement : 1 € pour 1,1021 USD et 1,1193 USD). Les transactions importantes sont converties selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. L'écart de conversion comptabilisé dans l'état du résultat global s'explique par la fluctuation des taux de change.

3) Gestion du risque financier

EURO est exposée à différents types de risques financiers :

- le risque de marché (principalement le risque de change et de variation du cours de l'or et des titres négociables) ;
- le risque de crédit ; et
- le risque de liquidité.

EURO suit la volatilité des marchés financiers et cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière d'EURO.

3.1) Risque de marché

3.1.1) Risque de variation du cours de l'or

EURO est exposée au risque de variation du cours de l'or. La production de la mine Rosebel devrait s'établir entre 160 000 onces et 180 000 onces en 2020. La fourchette des prévisions de production a été abaissée pour 2020, reflétant l'impact opérationnel de la crise mondiale liée à la COVID-19 et la suspension des opérations le 12 juin 2020.

Il est prévu que la redevance Rosebel apporte à la Société des produits compris entre environ 18,8 millions et 21,3 millions d'euros (21,0 millions de dollars américains et 23,8 millions de dollars

américains). Ces produits avant impôt sont basés sur un cours de l'or établi à 1 675 dollars américains l'once et sur un taux de change de 1,12 dollar américain pour 1 euro. L'incidence des fluctuations du cours moyen de l'or sur les produits annuels d'EURO, sur la base d'une production estimée de 170 000 onces, se chiffrerait à environ 1,7 million de dollars américains pour chaque variation de 100 dollars américains l'once. L'incidence d'une fluctuation de 5 % du taux de change moyen sur les produits annuels d'EURO avoisinerait 1,0 million d'euros.

3.1.2) Risque de change

La monnaie fonctionnelle d'EURO est le dollar américain (« USD ») et ses états financiers sont présentés en euros. EURO est exposée à un risque de change découlant de différentes expositions en devises, principalement par rapport à l'euro. La plupart des produits sont initialement libellés dans la monnaie fonctionnelle en dollars américains, tandis que la charge d'impôt est libellée en euros qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la Société. Ainsi, le risque de change le plus important est lié à la charge d'impôt sur le résultat.

Semestre clos le 30 juin 2020					Exposition au risque de change (en %)
(en milliers d'euros)	Total	USD	EUR	CAD	
Produits	€ 12,455	€ 12,455	€ -	€ -	-
Charges opérationnelles	€ 328	€ 152	€ 147	€ 29	54%
Produits des placements	€ 221	€ 221	€ -	€ -	-
Charge d'impôt sur le résultat	€ 3,717	€ -	€ 3,717	€ -	100%

3.2) Risque de crédit

EURO est soumise à un risque de concentration de crédit, quasiment 100 % de ses revenus résultant d'une seule source, à savoir la redevance Rosebel. Ces redevances sont versées par la société IAMGOLD qui exploite la mine Rosebel. La direction considère que compte tenu de la situation financière et de la nature des activités opérationnelles poursuivies d'IAMGOLD, le risque de perte est minime.

3.3) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver une liquidité appropriée afin de parer aux dépenses futures et à toutes les éventualités possibles. À cet égard, EURO estime que ses revenus opérationnels courants suffisent pour couvrir ses dépenses.

4) Redevances

	31 décembre 2019		Variation	Écarts de conversion	30 juin 2020	
<u>Coûts</u>						
Rosebel ¹	€	13,675	€	- €	(12) €	13,663
Paul Isnard ²		4,988		-	(4)	4,984
		18,663		-	(16)	18,647
<u>Amortissements cumulés</u>						
Rosebel		(10,518)		(193)	12	(10,699)
	€	8,145	€	(193) €	(4) €	7,948

	31 décembre 2018		Variation	Écarts de conversion	31 décembre 2019	
<u>Coûts</u>						
Rosebel ¹	€	13,401	€	- €	274 €	13,675
Paul Isnard ²		4,888		-	100	4,988
		18,289		-	374	18,663
<u>Amortissements cumulés</u>						
Rosebel		(9,851)		(466)	(201)	(10,518)
	€	8,438	€	(466) €	173 €	8,145

¹ La redevance Rosebel payée chaque trimestre par IAMGOLD, qui porte sur la première tranche de 7 millions d'onces d'or produite par la mine Rosebel, est calculée en fonction de la production d'or de la mine Rosebel et du cours de l'or (« *Afternoon London price* »). Au 30 juin 2020, la mine Rosebel avait produit environ 5,35 millions d'onces d'or, et il restait environ 1,65 million d'onces d'or couvertes par le contrat de redevance Rosebel. Selon IAMGOLD, les réserves aurifères prouvées et probables de la mine Rosebel étaient estimées à 3,5 millions d'onces d'or au 31 décembre 2019. Ces réserves ne comprennent pas les réserves liées au dépôt de Saramacca de la mine Rosebel, qui n'entrent pas dans le champ de la définition de la propriété aux termes du contrat de participation. La redevance Rosebel est calculée sur la base de 10 % du cours de l'or supérieur à 300 USD par once pour les minerais tendres et transitionnels, et supérieur à 350 USD par once pour les minerais de roche dure et, dans chaque cas, déduction faite d'une redevance fixe de 2 % de la production versée en nature au gouvernement du Suriname.

² La redevance sur la production nette d'affinage couvre la production future des concessions Paul Isnard et une zone d'intérêt entourant les concessions en Guyane française. Les revenus de redevance seront calculés en appliquant le pourcentage de la redevance au rendement net de fonderie (« *net smelter return* ») établi à partir des produits des ventes d'or calculés selon le cours mensuel moyen de l'once d'or (en dollars américains) moins les déductions permises selon l'accord. Le pourcentage de redevance sera de 1,8 % sur la première tranche de 2 millions d'onces d'or, et de 0,9 % sur la tranche suivante de 3 millions d'onces d'or.

Dépréciation des immobilisations incorporelles

Les valeurs comptables des actifs relatifs aux redevances de la Société sont revues à chaque clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de perte de valeur (diminution significative des réserves d'or prouvées et probables, chute du cours de l'or sur le London Bullion Market, dégradation du cours du dollar).

Un test de dépréciation est effectué à chaque clôture annuelle, la durée de projection prenant fin quand l'intégralité des onces d'or au titre du contrat de redevance ont été extraites. Le test prend en compte les hypothèses suivantes :

- La comparaison entre les réserves prouvées et probables définies par une personne qualifiée au sens du droit minier Canadien et les quantités restant à extraire au titre du contrat de redevance ;
- Le cours moyen estimé de l'or sur la base de travaux d'établissements financiers multiples ;
- Le cours moyen du dollar américain sur l'exercice ;
- Le taux d'actualisation avec la prise en compte d'une sensibilité allant de 0 à 10%.

Mine Rosebel

Aucun indicateur de ce type n'a été identifié pour les actifs incorporels relatifs à la redevance Rosebel au 30 juin 2020.

Projet Paul Isnard

Au cours de l'année 2019, sont intervenus les événements suivants :

- La désignation en janvier de deux garants de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis par la Commission nationale du débat public (CNDP).
- L'annonce le 23 mai par le ministère la Transition écologique et de la Solidarité à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique de l'incompatibilité du projet dans « son état actuel », avec les exigences de protection de l'environnement. Suite à cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a réaffirmé au travers d'un communiqué de presse sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties prenantes.

Les déclarations du gouvernement français concernant la Compagnie Minière Montagne D'Or, à laquelle la redevance Paul Isnard est attachée, ont créé une incertitude quant à la délivrance des différentes autorisations et permis non encore obtenus et nécessaires au développement du projet, et peuvent ainsi potentiellement affecter les capacités opérationnelles et financières du projet.

La non-obtention des permis d'exploitation entrainerait la nécessité de déprécier en totalité la valeur nette comptable des actifs relatifs à la redevance Paul Isnard.

Au 30 juin 2020, la CNDP n'a pas encore remis ses conclusions et les travaux se poursuivent à la fois sur la conception du projet et sur le cadre environnemental qui l'entoure. Selon le communiqué de presse émis par Orea Mining Corp. le 4 juin 2020, les études d'ingénierie pour les améliorations et modifications du projet engagées pour les permis d'exploitation minière devraient être terminées au milieu de l'année.

Dans ces circonstances, la société maintient la même hypothèse que dans le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2019. De l'avis de la Société, il est, à ce stade, prématuré de conclure qu'une dépréciation devrait être comptabilisée sur les actifs relatifs à la redevance Paul Isnard. La société continue donc de présumer que les diverses autorisations et permis seront accordés dans des conditions permettant à la joint-venture de poursuivre ce projet, bien que le calendrier soit quelque peu incertain. Aucune provision pour dépréciation n'a donc été comptabilisée dans le compte de résultat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2020.

5) Titres négociables

EURO détient des titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables. Les investissements en titres négociables sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Au 30 juin 2020, les titres négociables comprenaient 19 095 345 actions d'Orea Mining Corp. (« Orea ») (9,7 % des actions en circulation ; 10,6 % au 31 décembre 2019) et 3 819 069 actions d'Allegiant Gold Ltd. (« Allegiant ») (6,2 % des actions en circulation ; 6,2 % au 31 décembre 2019).

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Solde au début de la période	€ 1,534	€ 3,017	€ 2,546	€ 3,140
Variations de la juste valeur des titres négociables	1,384	(430)	333	(613)
Écarts de conversion	(47)	(35)	(8)	25
Solde à la fin de la période	€ 2,871	€ 2,552	€ 2,871	€ 2,552

Les profits ou les pertes latents liés aux fluctuations des cours des titres négociables sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « autres éléments du résultat global ».

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Variation nette latente de la juste valeur de titres négociables, après impôts				
Variations de la juste valeur des titres négociables	€ 1,384	€ (430)	333	(613)
Incidence fiscale	(164)	(40)	(66)	66
	€ 1,220	€ (470)	€ 267	€ (547)

6) Créances clients

	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances sur IAMGOLD	14	€ 4 891	€ 5 906
		€ 4 891	€ 5 906

7) Trésorerie

	30 juin 2020	31 décembre 2019
Trésorerie ¹	€ 28 694	€ 31 620

¹ 1 % de la trésorerie disponible d'EURO était détenue en euros au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : 1 %).

8) Capital social

8.1) Actions ordinaires

	Nombre d'actions	Valeur nominale par action (en euros par action)	Capital social (en milliers d'euros)	Primes d'émission (en milliers d'euros)
Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019	62 491 281	€ 0,01	€ 625	€ 84

Droit de vote

En application du paragraphe 2 de l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF, le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de toutes les actions dotées de droits de vote, y compris les actions qui en sont privées. Le nombre de droits de vote est différent du nombre d'actions en circulation du fait de l'attribution automatique d'un droit de vote double aux actionnaires détenant des actions nominatives depuis au moins deux ans (application de l'article L. 225-123 du Code de commerce français).

IAMGOLD France, une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO au 30 juin 2020. Au 30 juin 2020, IAMGOLD France détenait 56 058 191 actions représentant 112 116 382 droits de vote, soit environ 94,25 % des droits de vote d'EURO. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

	30 juin 2020	31 décembre 2019
Nombre total d'actions ordinaires de base	62 491 281	62 491 281
Droits de vote double	56 467 891	56 467 891
Nombre total de droits de vote	118 959 172	118 959 172

8.2) Résultat par action

Résultat par action de base

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	€ 3,293	€ 4,650	€ 8,263	€ 8,202
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué	62,491,281	62,491,281	62,491,281	62,491,281
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	€ 0.053	€ 0.074	€ 0.132	€ 0.131

Résultat par action dilué

Les droits de vote double n'ont pas d'effet dilutif sur le calcul du résultat par action.

8.3) Dividendes

Le montant des dividendes distribuables est basé sur les états financiers annuels établis conformément au référentiel comptable français.

	Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019
Dividendes versés le 11 juin 2020 ¹	€ 12 498	€ -
Dividendes versés le 13 juin 2019 ²	-	12 498
	€ 12 498	€ 12 498

¹ L'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2020 a approuvé un dividende d'un montant de 12 498 000 € (0,20 € par action), qui a été versé aux actionnaires de la Société le 11 juin 2020.

² L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 mai 2019 a approuvé un dividende d'un montant de 12 498 000 € (0,20 € par action), qui a été versé aux actionnaires de la Société le 13 juin 2019.

9) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est différente du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux de l'impôt sur les sociétés en vigueur en France. En 2020, le taux de l'impôt sur les sociétés applicable au résultat avant impôts est de 28 %. Une cotisation sociale généralisée de 3,3 % s'ajoute au taux d'imposition. En 2019, le taux de l'impôt sur le résultat applicable au résultat avant impôts était de 28 % pour la première tranche de 0,5 million d'euros et de 31 % pour le reliquat. Une cotisation sociale généralisée de 3,3 % s'ajoutait au taux d'imposition.

Le taux d'imposition effectif de la Société était de 31,4 % au deuxième trimestre 2020, contre 27,5 % au deuxième trimestre 2019 (31,0 % au premier semestre clos le 30 juin 2020, contre 33,0 % au premier semestre 2019). Le taux d'imposition effectif est différent du taux de l'impôt sur les sociétés en France principalement du fait de la variation de la juste valeur des titres négociables, et des écarts de conversion.

10) Évaluation de la juste valeur

La hiérarchie des justes valeurs classe selon trois niveaux les données des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données de niveau 1), et au niveau le plus bas les données non observables (données de niveau 3).

- Les données de niveau 1 sont les prix cotés (non ajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.
- Les données de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement (par exemple, déterminées à partir de prix).
- Les données de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs reste inchangé depuis le 31 décembre 2019.

10.1) Actifs et passifs évalués à la juste valeur à titre récurrent

Au 30 juin 2020, les actifs ci-après de la Société étaient comptabilisés à la juste valeur comme suit :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres négociables	2 871 €	-	-	2 871 €
Trésorerie	28 694 €	-	-	28 694 €

10.2) Techniques d'évaluation

Titres négociables

La juste valeur des titres négociables inclus dans le niveau 1 est déterminée selon une approche fondée sur le marché. Le cours de clôture est un prix coté sur le marché qui est le principal marché actif du titre concerné.

11) Produits

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Redevance découlant de l'exploitation de la mine Rosebel	€ 5,223	€ 6,511	€ 12,455	€ 12,465
Redevances afférentes à des activités d'extraction minière de tiers ¹	-	-	-	(77)
	€ 5,223	€ 6,511	€ 12,455	€ 12,388

¹ Les redevances afférentes à des activités d'extraction minière de tiers en Guyane française ont été surestimées en décembre 2018.

12) Charges opérationnelles

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Charges administratives	€ 100	€ 69	€ 125	€ 102
Jetons de présence (y compris le prélèvement libératoire)	35	29	60	54
Honoraires des auditeurs	21	19	44	51
Honoraires juridiques	16	27	29	42
Coûts liés à la cotation et à la gestion des titres	37	28	70	64
	€ 209	€ 172	€ 328	€ 313

13) Variations des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Variation des créances clients et des autres actifs courants	€	(371)	€ 1,005	€ 536
Variation des dettes fournisseurs et des autres passifs courants	40	28	8	(2)
	€ 2,321	€ (343)	€ 1,013	€ 534

14) Transactions avec les parties liées

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel durant le deuxième trimestre 2020 étaient de 5 223 000 € (premier semestre 2020 : 12 455 000 €), contre 6 511 000 € durant le deuxième trimestre 2019 (premier semestre 2019 : 12 465 000 €). Au 30 juin 2020, 4 891 000 € restaient à recevoir (31 décembre 2019 : 5 906 000 €) et étaient inclus dans les créances clients.

Au deuxième trimestre 2020, la Société a comptabilisé 18 000 € au titre des honoraires de soutien d'IAMGOLD (premier semestre 2020 : 36 000 €), contre 19 000 € durant le deuxième trimestre 2019 (premier semestre 2019 : 41 000 €). Ces charges sont incluses sous la rubrique « charges administratives » dans les charges opérationnelles. Au 30 juin 2020, 4 000 € restaient à payer et étaient inclus dans les dettes fournisseurs et passifs courants (31 décembre 2019 : 9 000 €).

15) Provisions pour litiges et contrôles réglementaires

De par leur nature, les passifs éventuels seront déterminés uniquement lors de la survenue ou de l'absence de survenue d'un ou plusieurs événements futurs. L'évaluation des passifs éventuels fait appel au jugement et met en jeu des estimations importantes sur l'issue d'événements futurs.

La Société peut faire l'objet de contrôles par les autorités réglementaires, qui peuvent être complexes et sujets à interprétation. Il peut s'agir de contrôles fiscaux. La Société fait preuve de diligence et exerce un jugement avisé pour interpréter les dispositions des lois et des réglementations en vigueur, ainsi que leur application et leur administration par les autorités réglementaires pour déterminer raisonnablement et verser les montants dus. Le cas échéant, la Société peut être soumise à un examen par les autorités réglementaires et, dans ce contexte, les interprétations de la Société sur les montants dus et versés peuvent donner lieu à des litiges.

Des conseillers juridiques et autres experts évaluent l'issue possible des litiges et des contrôles réglementaires. En conséquence, la Société constitue des provisions au titre des montants qu'elle risque de devoir payer.

Une provision est comptabilisée lorsque (i) la Société a une obligation légale ou implicite envers un tiers résultant d'événements passés, (ii) il est probable que le règlement de cette obligation entraînera une sortie de ressources, et (iii) le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Au 30 juin 2020, la Société n'avait pas constitué de provision au titre de litiges ou de contrôles réglementaires, en l'absence de plainte ou de contrôle.



**Rapport du commissaire aux comptes
sur l'information financière semestrielle
Premier semestre 2020**

EURO RESSOURCES SA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)

Aux actionnaires

Euro Ressources SA

23 rue du Roule

75001 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Euro Ressources SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 6 août 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ces incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude exposée dans la note de l'annexe aux Etats Financiers « Dépréciation des immobilisations incorporelles » concernant la valorisation des actifs incorporels relatifs au projet minier Paul Isnard.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 6 août 2020 commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



2020.08.06

17:06:13

+02'00'

Romain Dumont



A Gold Resource
Royalty Company

Attestation des responsables



Je soussigné,

Monsieur Tidiane Barry, agissant en qualité de Directeur Général de la Société EURO Ressources S.A.,

Atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre clos le 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elle est confrontée pour les six mois restants de l'exercice.

Fait le 6 août 2020

Monsieur Tidiane Barry
Directeur Général